



# Conseil économique et social

Distr. générale  
1<sup>er</sup> octobre 2010  
Français  
Original: anglais

## Commission économique pour l'Europe

### Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance

#### Vingt-huitième session

Genève, 13-17 décembre 2010

#### Point 7 de l'ordre du jour provisoire

#### Respect des obligations découlant des protocoles

### Treizième rapport du Comité d'application<sup>1</sup>

#### Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–2	2
II. Respect par les Parties de leurs obligations au titre des protocoles: communication des Parties et questions portées à l'attention du Comité par le secrétariat .....	3–72	2
A. Suite donnée aux décisions 2009/6, 2009/7, 2009/8, 2009/9 et 2009/10 de l'Organe exécutif .....	3–28	2
B. Communications du secrétariat .....	29–74	7
III. Respect des obligations relatives à la communication d'informations.....	75–112	15
A. Suite donnée aux décisions 2009/11, 2009/12 et 2009/13 de l'Organe exécutif .....	75–77	15
B. Respect des obligations relatives à la communication de données sur les émissions .....	78–101	15
C. Respect par les Parties de l'obligation qui leur incombe de rendre compte de leurs stratégies et politiques visant à réduire la pollution atmosphérique..	102–111	19
D. Recommandations à l'intention de l'Organe exécutif .....	112	21
IV. Examen approfondi du respect des Protocoles par les Parties .....	113–114	21
V. Poursuite des activités .....	115	21

<sup>1</sup> Conformément à la décision 1992/2 de l'Organe exécutif (ECE/EB.AIR/68, annexe III, appendice V).

## **I. Introduction**

1. À ses vingt-sixième et vingt-septième sessions, l'Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance a élu les membres ci-après du Comité d'application de la Convention: M. Peter Meulepas (Belgique, Président), M. Ivan Angelov (Bulgarie), M. Marcus Schroeder (Allemagne), M<sup>me</sup> Anneli Karjalainen (Finlande), M<sup>me</sup> Marta Muñoz Cuesta (Espagne), M. Larsolov Olsson (Suède), M. Stephan Michel (Suisse), M<sup>me</sup> Clare Hamilton (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et M. David Buchholz (États-Unis d'Amérique).

2. Le Comité d'application s'est réuni deux fois en 2010. Il a tenu sa vingt-cinquième session à Sofia, du 27 au 29 avril, et sa vingt-sixième session à Genève, du 21 au 23 septembre. Un représentant du secrétariat de la Convention a participé aux deux réunions.

## **II. Respect par les Parties de leurs obligations au titre des protocoles: communication des Parties et questions portées à l'attention du Comité par le secrétariat**

### **A. Suite donnée aux décisions 2009/6, 2009/7, 2009/8, 2009/9 et 2009/10 de l'Organe exécutif**

3. Se fondant sur les recommandations formulées par le Comité d'application dans son douzième rapport (ECE/EB.AIR/2009/3), l'Organe exécutif a adopté, à sa vingt-septième session, des décisions concernant le respect des dispositions des protocoles par Chypre, le Danemark, l'Espagne et la Grèce.

4. Des détails de la correspondance entre le secrétariat et les pays susmentionnés concernant la suite donnée aux décisions de l'Organe exécutif figurent dans le document informel 1. Les réponses reçues par le secrétariat ont été communiquées au Comité d'application pour en éclairer les délibérations.

#### **1. Suite donnée à la décision 2009/6 concernant le respect par la Grèce du Protocole relatif aux oxydes d'azote<sup>2</sup> (référence 2/02)**

##### *Rappel*

5. Dans sa décision 2009/6, l'Organe exécutif avait prié le Comité d'application d'examiner les progrès réalisés par la Grèce et le calendrier présenté par cette Partie pour s'acquitter des obligations qui lui incombent au titre du paragraphe 1 de l'article 2 du Protocole relatif aux oxydes d'azote. Le secrétariat a informé le Comité qu'il avait adressé à l'Ambassadeur de la Grèce à Genève une lettre appelant son attention sur cette décision. La question a également été portée à l'attention des Ministres grecs des affaires étrangères et de l'environnement. Le secrétariat n'avait reçu aucune réponse.

6. À sa vingt-cinquième session en avril 2010, le Comité avait exprimé ses regrets devant l'absence de réponse de la Grèce. Il avait étudié attentivement la communication que la délégation grecque avait faite en application du paragraphe 6 de la décision 2005/4 à la vingt-septième session de l'Organe exécutif (14-18 décembre 2009). Le Comité avait

---

<sup>2</sup> Protocole de 1988 relatif à la lutte contre les émissions d'oxydes d'azote ou leurs flux transfrontières.

établi un cahier des charges en prévision d'une invitation à accueillir une mission de collecte d'informations en Grèce conformément au paragraphe 8 de la décision 2009/6 et du paragraphe 6 b) de la décision 2006/2. Le secrétariat avait de nouveau écrit à la Grèce pour l'informer des délibérations du Comité à sa vingt-cinquième session. La Grèce avait par la suite invité le Comité à mener cette mission en novembre 2010.

#### *Examen de la question*

7. Le Comité d'application a remercié la Grèce de l'invitation qu'elle lui avait adressée concernant la mission de collecte d'informations, prévue les 3 et 4 novembre 2010. Le Comité a noté que les informations réunies au cours de cette mission ne seraient pas disponibles en temps voulu pour qu'il en tienne compte dans la recommandation qu'il adresserait à l'Organe exécutif à sa vingt-huitième session.

8. Le Comité a également noté que la communication que la délégation grecque avait faite à la vingt-septième session de l'Organe exécutif en décembre 2009 n'avait pas apporté, par rapport aux indications que la Grèce avait données au Comité en 2009, de nouvelles informations ou données qui modifieraient les conclusions du Comité énoncées dans les paragraphes 6 et 7 de son douzième rapport (ECE/EB.AIR/2009/3).

## **2. Suite donnée à la décision 2009/7 concernant le respect par l'Espagne du Protocole relatif aux oxydes d'azote (référence 4/02)**

#### *Rappel*

9. Dans sa décision 2009/7, l'Organe exécutif avait prié le Comité d'application d'examiner les progrès réalisés par l'Espagne et le calendrier qu'elle aurait fixé pour s'acquitter des obligations qui lui incombent au titre du paragraphe 1 de l'article 2 du Protocole relatif aux oxydes d'azote. Le secrétariat avait informé le Comité qu'il avait communiqué la décision à l'Espagne et avait reçu un rapport de situation en réponse à sa lettre. Le secrétariat avait en outre demandé un complément d'information concernant les questions abordées par le Comité à sa vingt-cinquième session, ce que l'Espagne avait fourni.

#### *Examen de la question*

10. Le Comité a remercié l'Espagne de sa communication écrite adressée en temps voulu et de sa réponse aux questions complémentaires, et il a examiné attentivement les informations fournies. Il a pris note que l'Espagne comptait dorénavant s'acquitter de ses obligations pour 2009, c'est-à-dire une année plus tôt qu'il n'était prévu dans les projections fournies l'année précédente et huit ans plus tôt que celles fournies deux ans auparavant. Il a relevé que cette accélération était surtout due à des révisions de l'inventaire des émissions d'oxydes d'azote, et en particulier à des améliorations des méthodes appliquées pour estimer les émissions d'oxydes d'azote provenant du secteur des transports routiers et des moteurs fixes. Toutefois, un changement dans la combinaison énergétique pour produire de l'électricité et la récession économique avaient également entraîné récemment une diminution des émissions d'oxydes d'azote. L'Espagne estimait que la Stratégie de mobilité durable adoptée en 2009 entraînerait une nouvelle réduction des émissions d'oxydes d'azote, de 40 kt, en 2010.

11. Le Comité était certes satisfait que l'année au cours de laquelle l'Espagne comptait s'acquitter de ses obligations avait été avancée à 2009 et que le dépassement de l'objectif à atteindre concernant la réduction des émissions d'oxydes d'azote avait été ramené de 36 % en 2007 à 5 % en 2008, mais il se demandait encore si elle continuerait de satisfaire ainsi à ses obligations étant donné qu'une partie de l'amélioration était due à la récession économique et pourrait n'être que temporaire. Il croyait donc qu'il serait encore nécessaire

d'appliquer des mesures de réduction supplémentaires afin d'être sûr que l'Espagne continue à remplir ses obligations une fois qu'elle aurait éventuellement atteint son objectif de réduction des oxydes d'azote en 2009. À cet égard, elle avait déjà indiqué que les méthodes appliquées pour estimer les émissions d'oxydes d'azote en provenance de l'aviation civile et des engins mobiles étaient en cours de révision, ce qui pourrait entraîner de nouvelles réductions importantes des estimations actuelles des émissions d'oxydes d'azote.

12. Le Comité a souligné une fois de plus que la formidable croissance, en termes d'économie, de démographie et de consommation d'énergie depuis 1990, à laquelle l'Espagne continuait à se référer n'était pas une raison valable pour qu'elle manque à ses obligations.

13. Faisant suite aux décisions 2008/4 et 2009/7, le Comité demeurait déterminé à envisager et proposer des mesures plus strictes s'il devenait manifeste que l'Espagne n'allait pas régler très rapidement la question de son manquement persistant à ses obligations au titre du Protocole relatif aux oxydes d'azote.

**3. Suite donnée à la décision 2009/8 de l'Organe exécutif concernant le respect par l'Espagne du Protocole relatif aux composés organiques volatils<sup>3</sup> (référence 6/02)**

*Rappel*

14. Dans sa décision 2009/8, l'Organe exécutif avait prié le Comité d'application d'examiner les progrès réalisés par l'Espagne et le calendrier qu'elle aura fixé pour s'acquitter des obligations qui lui incombent au titre de l'alinéa a du paragraphe 2 de l'article 2 du Protocole relatif aux composés organiques volatils (COV). Le secrétariat avait informé le Comité qu'il avait communiqué la décision à l'Espagne et avait reçu un rapport de situation en réponse à sa lettre. Le secrétariat avait en outre demandé un complément d'information concernant les questions abordées par le Comité à sa vingt-cinquième session, ce que l'Espagne avait fourni.

*Examen de la question*

15. Le Comité a remercié l'Espagne de sa communication écrite adressée en temps voulu et de sa réponse aux questions complémentaires, et il a examiné attentivement les informations fournies. Il a noté une fois de plus et avec une profonde préoccupation que l'Espagne ne comptait toujours pas s'acquitter de ses obligations avant 2020, et cela ferait alors plus de vingt ans qu'elle ne s'y conformait pas.

16. Bien que le Comité ait noté une amélioration dans le dépassement de l'objectif relatif aux COV, lequel avait été ramené de 37 % en 2007 à 23 % en 2008, en raison principalement de révisions des méthodes appliquées pour estimer les émissions de COV provenant du secteur des transports routiers et des moteurs fixes, et dans une moindre mesure de la récession économique, il demeurait très préoccupé par le fait que les projections les plus récentes fournies par l'Espagne faisaient encore apparaître une augmentation progressive des émissions totales après 2010, ce qui aggraverait encore le manquement à ses obligations.

---

<sup>3</sup> Protocole de 1991 relatif à la lutte contre les émissions de composés organiques volatils ou leurs flux transfrontières (Protocole de Genève).

17. Le Comité a vivement regretté que les informations communiquées n'indiquaient pratiquement aucune mesure supplémentaire pour infléchir cette augmentation et accélérer la mise en conformité. Il a conclu que des mesures supplémentaires importantes devraient être prises d'urgence pour réduire la durée pendant laquelle l'Espagne manquerait à ses obligations et pour qu'ensuite elle continue à les remplir. Même si l'Espagne envisageait de nouvelles révisions de son inventaire des émissions de COV (concernant notamment l'utilisation des solvants ainsi que stockage, l'acheminement et la distribution de l'essence), lesquelles pourraient mettre en évidence de nouvelles réductions possibles des estimations actuelles des émissions de COV, le Comité était convaincu qu'elles ne suffiraient pas à elles seules pour que l'Espagne satisfasse rapidement à ses obligations.

18. Le Comité a souligné une fois de plus que la formidable croissance, en termes d'économie, de démographie et de consommation d'énergie depuis 1990, à laquelle l'Espagne continuait à se référer n'était pas une raison valable pour qu'elle manque à ses obligations.

19. Faisant suite aux décisions 2008/5 et 2009/8 et considérant que l'Espagne n'avait pas accompli de progrès suffisants au cours de l'année écoulée pour se mettre en conformité avec ses obligations, et étant donné qu'il était à prévoir qu'elle continuerait encore longtemps de manquer à ses obligations, le Comité demeurait résolument en faveur des mesures plus strictes recommandées et décidées par l'Organe exécutif l'année précédente. Il a relevé que les tâches confiées à cet effet au Secrétaire exécutif n'avaient pas été exécutées au moment de sa vingt-sixième session.

#### **4. Suite donnée à la décision 2009/9 de l'Organe exécutif concernant le respect par le Danemark du Protocole de 1998 relatif aux polluants organiques persistants (référence 1/06)**

##### *Rappel*

20. Dans sa décision 2009/9, l'Organe exécutif a prié le Comité d'application d'examiner les progrès accomplis et le calendrier fixé par le Danemark pour s'acquitter des obligations qui lui incombait au titre de l'alinéa *a* du paragraphe 5 de l'article 3 du Protocole relatif aux polluants organiques persistants (POP). Le secrétariat avait informé le Comité qu'il avait communiqué la décision au Danemark et avait reçu un rapport écrit en réponse à sa lettre. Le secrétariat avait en outre demandé un complément d'information concernant les questions abordées par le Comité à sa vingt-cinquième session, ce que le Danemark avait fourni.

##### *Examen de la question*

21. Le Comité a remercié le Danemark de ses communications écrites adressées en temps voulu et de sa réponse aux questions complémentaires, et il a examiné attentivement les informations fournies. Il a relevé qu'il ressortait des données d'émissions les plus récentes communiquées officiellement que les émissions d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) au Danemark avaient augmenté en 2008 de 141 % par rapport à celles notifiées pour l'année de référence.

22. Le Danemark a expliqué que l'augmentation des émissions de HAP était due à une plus grande utilisation de la biomasse dans les chaudières et poêles utilisées dans les habitations, laquelle découlait des efforts déployés pour lutter contre les changements climatiques et du prix relativement élevé du chauffage électrique et des combustibles fossiles. Dans le même temps, il a indiqué qu'il escomptait réduire ses émissions de HAP de neuf tonnes à l'horizon 2020 (au lieu des cinq tonnes estimées précédemment) grâce à sa mise en application depuis 2007 de nouvelles normes environnementales énoncées dans un décret-loi (qui réglemente la pollution atmosphérique émanant des fourneaux et chaudières

à bois et de certaines installations fixes productrices d'énergie) et à l'amélioration meilleure que prévue des performances des nouveaux poêles et chaudières.

23. Le Comité a étudié attentivement la demande formulée par le Danemark à l'effet d'être exempté de ses obligations concernant les émissions de HAP au titre du paragraphe 7 de l'article 3 du Protocole sur la base de son application des meilleures techniques disponibles (MTD) conformément aux sous-alinéas i) et iii) de l'alinéa b du paragraphe 5 de l'article 3. Le Danemark fournissait au Comité un tableau montrant il avait tenu compte des MTD indiquées à la section V de l'annexe V du Protocole relatif aux POP pour la combustion du bois dans les foyers domestiques.

24. Le Comité n'était cependant pas convaincu que le paragraphe 7 de l'article 3 du Protocole relatif aux POP pouvait s'appliquer au Danemark. Même si celui-ci avait montré qu'il avait appliqué plusieurs MTD, le Comité n'était pas convaincu que toutes les MTD avaient été pleinement appliquées. Le Danemark avait envisagé et promis pendant plusieurs années d'appliquer des mesures allant au-delà de celles qu'il avait déjà prises, y compris des mesures qui pourraient correspondre aux MTD actuelles (par exemple le remplacement des anciens poêles). Il avait prévu d'appliquer son Plan d'action contre la pollution atmosphérique en mai 2009 puis à l'automne 2009. Plus récemment, il avait indiqué que ce Plan d'action avait été remplacé par une «stratégie plus ciblée et plus ambitieuse», en instance d'approbation au niveau ministériel, qui devait être publiée en 2011, mais il n'avait encore donné aucun détail sur le Plan d'action ni sur la stratégie destinée à le remplacer.

25. Le Comité considérait donc que le Danemark devait fournir des informations sur les éventuelles mesures supplémentaires de réduction ainsi que sur l'incidence et le calendrier de ces mesures au fur et à mesure de leur mise en application, et au plus tard pour le 31 mars 2011. Il a également fait observer que si le Danemark souhaitait démontrer le bien-fondé de l'exemption au titre du paragraphe 7 de l'article 3 l'année suivante, il devait prendre note de la décision 2009/4 de l'Organe exécutif, qui faisait référence au document d'orientation sur les meilleures techniques disponibles.

## **5. Suite donnée à la décision 2009/10 de l'Organe exécutif concernant le respect par Chypre du Protocole relatif aux oxydes d'azote (référence 1/08)**

### *Rappel*

26. Dans sa décision 2009/10, l'Organe exécutif avait prié le Comité d'application d'examiner les progrès accomplis et le calendrier fixé par Chypre pour s'acquitter des obligations qui lui incombait au titre du paragraphe 1 de l'article 2 du Protocole relatif aux oxydes d'azote. Le secrétariat avait informé le Comité qu'il avait communiqué la décision à Chypre et qu'il avait reçu un rapport écrit en réponse à sa lettre. Le secrétariat avait en outre demandé un complément d'information concernant les questions abordées par le Comité à sa vingt-cinquième session, ce que Chypre avait fourni.

### *Examen de la question*

27. Le Comité a remercié Chypre de sa communication écrite et de sa réponse aux questions complémentaires, et il a examiné attentivement les informations fournies. Il a noté que Chypre comptait dorénavant s'acquitter de ses obligations à l'horizon 2014, c'est-à-dire une année plus tard que celle indiquée dans son estimation précédente en 2009. Il a également relevé avec préoccupation que les réévaluations les plus récentes effectuées par Chypre avaient fait apparaître un écart plus important entre l'année de référence et les émissions actuelles. Le Comité se félicitait des mesures envisagées pour le secteur de la production d'électricité et celui des transports routiers mais regrettait l'absence de mesures supplémentaires pour accélérer la mise en conformité et estimait même que les mesures envisagées ne suffiraient pas pour que Chypre s'acquitte de ses obligations à l'horizon

2014. Le Comité regrettait également l'absence de détails et le manque de cohérence dans les informations fournies, s'agissant en particulier du manque de détails concernant les effets prévus des mesures envisagées pour les transports routiers.

## 6. Recommandations à l'intention de l'Organe exécutif

28. Sur la base de ce qui précède (sect. 1 à 5), le Comité recommande que l'Organe exécutif adopte les projets de décision contenus dans le document ECE/EB.AIR/2010/6.

## B. Communications du secrétariat

29. Agissant en vertu du paragraphe 5 de la décision relative à la structure et aux fonctions du Comité d'application (décision 2006/2 de l'Organe exécutif), le secrétariat a adressé au Comité d'application les communications qui suivent (sect. 1 à 8 ci-après).

### 1. Communication concernant le respect par Chypre du Protocole relatif aux métaux lourds (cadmium) (référence 1/10)

#### *Rappel*

30. Selon les données les plus récentes que le secrétariat avait reçues de Chypre, les émissions de cadmium dans ce pays s'étaient élevées en 2008 à 81,89 kg, soit plus que les 48,98 kg correspondant aux émissions notifiées pour l'année de référence 1990. Les niveaux d'émission indiqués pour la période 2005-2007 avaient été eux aussi supérieurs au niveau de 1990 (voir le tableau 1 ci-après).

Tableau 1

#### **Émissions de cadmium pour 1990 et pour la période 2005-2008, en kilogrammes**

<i>Pays</i>	<i>1990</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>
Chypre	48,98	81,60	78,65	79,10	81,89

31. Le secrétariat avait informé Chypre de son intention de porter la question à l'attention du Comité d'application et de la possibilité qu'elle avait de présenter une communication en retour, ce que Chypre avait fait. Dans une lettre envoyée par la suite, le secrétariat avait informé Chypre du renvoi de la question la concernant, en précisant que cette question serait inscrite à l'ordre du jour de la vingt-cinquième session du Comité d'application. En réponse aux questions complémentaires, Chypre avait fourni de nouvelles informations.

#### *Examen de la question*

32. Le Comité a remercié Chypre de sa communication écrite et de sa réponse aux questions complémentaires, et il a étudié attentivement les informations fournies. Sur la base de ces informations, le Comité a constaté que Chypre ne satisfaisait pas à l'obligation qui lui incombait au titre du paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole relatif aux métaux lourds.

33. Le Comité a pris note des mesures envisagées, présentées par Chypre, mais estimait que celles-ci étaient partielles et ne seraient pas suffisantes pour que Chypre s'acquitte de son obligation au titre du Protocole relatif aux métaux lourds pendant plusieurs années encore. Il a noté que Chypre prévoyait que les investissements dans la production d'électricité entraîneraient une diminution des émissions. L'installation de précipitateurs électrostatiques (ESP) en 2009 et par la suite le passage au gaz de pétrole liquéfié (GPL) devaient permettre à Chypre de se mettre en conformité à l'horizon 2014. Le Comité

s'inquiétait de voir que Chypre ne comptait pas ramener ses émissions en deçà du niveau de référence requis avant 2014 et regrettait qu'aucune mesure supplémentaire n'ait été envisagée pour accélérer sa mise en conformité. Il a exprimé le vœu que les mesures, les projections et le calendrier soient encore améliorés.

**2. Communications concernant le respect par l'Allemagne (référence 5/10), la Croatie (référence 7/10), l'Estonie (référence 2/10), l'Italie (référence 10/10) et la Lettonie (références 3/10 et 11/10) du Protocole relatif aux polluants organiques persistants**

*Rappel*

34. Les communications officielles les plus récentes de l'Allemagne, de la Croatie, de l'Estonie, de l'Italie et de la Lettonie concernant les émissions d'hexachlorobenzène (HCB) (en kg) pour l'année de référence 1990 ou 1995 et pour la période 2004-2008 ont indiqué les chiffres figurant dans le tableau 2 ci-après.

Tableau 2

**Émissions d'hexachlorobenzène, en kilogrammes**

<i>Pays</i>	<i>1990</i>	<i>1995</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>
Allemagne	1,60		1,91	1,86	1,93	1,93	1,93
Croatie	0,00025		n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	0,0015
Estonie		0,12	n.d.	n.d.	0,12	0,13	0,15
Italie	0,02		n.d.	n.d.	n.d.	0,03	0,03
Lettonie	0,19		n.d.	n.d.	0,33	0,33	0,29

35. De même, l'Italie et la Lettonie ont indiqué, pour les émissions de HAP (en Mg) pour l'année de référence 1990 et pour la période 2004-2008, les chiffres figurant dans le tableau 3 ci-après.

Tableau 3

**Émissions de HAP, en milligrammes**

<i>Pays</i>	<i>1990</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>
Italie	103	n.d.	n.d.	n.d.	155,2	156
Lettonie	26,4	n.d.	n.d.	28,9	28,0	27,4

36. La Lettonie a indiqué, pour les émissions de dioxines/furanes (en g) pour l'année de référence 1990 et pour la période 2004-2008, les chiffres figurant dans le tableau 4 ci-après.

Tableau 4

**Émissions de dioxines/furanes, en grammes**

<i>Pays</i>	<i>1990</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>
Lettonie	26,74	n.d.	n.d.	29,97	29,51	28,04

37. Les chiffres indiqués dans les tableaux 1 à 4 qui précèdent donnaient à penser que les pays en question ne satisfaisaient pas à leur obligation au titre de l'alinéa *a* du paragraphe 5 de l'article 3 du Protocole.

38. Le secrétariat avait informé chaque pays de son intention de porter la question à l'attention du Comité d'application et de la possibilité pour chacun d'eux de présenter une communication en retour, ce que chaque pays avait fait. Dans les lettres envoyées par la

suite, le secrétariat avait informé chaque pays du renvoi de la question le concernant, en précisant que cette question serait inscrite à l'ordre du jour du Comité d'application.

#### *Examen de la question*

39. Le Comité a examiné attentivement et individuellement chacune des communications du secrétariat ainsi que les renseignements fournis par chaque pays. Au cours de cet examen il est apparu clairement que ces communications avaient en commun des éléments importants de sorte que le Comité a jugé bon de les traiter ensemble à ce stade de la procédure.

40. Dans quatre des cas (Allemagne, Estonie, Italie et Lettonie), les augmentations estimées des émissions étaient largement ou exclusivement attribuées à l'utilisation croissante du bois dans les foyers domestiques. Le Comité a débattu de la difficulté à mesurer avec précision les émissions provenant de la combustion dans les foyers domestiques. Les estimations fournies par chacun des pays étaient établies sur la base de coefficients d'émission tels que ceux indiqués dans le Guide EMEP/AEE des inventaires des émissions de polluants atmosphériques (le Guide)<sup>4</sup>. Ce Guide n'établissait pas de distinction entre les types d'appareils de combustion, mais recommandait plutôt d'appliquer un coefficient en fonction de l'activité, les émissions ne dépendant alors que de la quantité de combustible brûlé. Ainsi, à mesure que le bois était de plus en plus utilisé dans les foyers domestiques, dans la logique des efforts déployés pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, les chiffres des émissions de POP communiqués par les pays augmentaient eux aussi, quelles que soient les mesures déjà prises pour réduire ou éliminer ces émissions.

41. Le Comité s'était également inquiété de la fiabilité des coefficients d'émission. La Croatie avait utilisé le coefficient recommandé dans le Guide pour les émissions de HCB provenant de l'incinération des déchets industriels mais avait indiqué, comme dans le cas de coefficients analogues utilisés pour la combustion dans les foyers domestiques, qu'il n'avait pas tenu compte des techniques de réduction de la pollution. L'Italie avait constaté des défauts dans le coefficient d'émission utilisé pour la combustion du carburant diesel (lequel supposait la présence de HCB comme additif alors que l'Italie avait indiqué que le HCB n'avait jamais été utilisé comme additif dans le carburant diesel en Italie).

42. Plusieurs pays ont indiqué des mesures qui avaient été prises ou le seraient sous peu pour limiter les émissions ou réviser les coefficients d'émission et les inventaires des émissions, ou les deux à la fois. L'Allemagne, par exemple, finançait l'établissement d'un rapport d'expert sur les coefficients d'émission du HCB et des polychlorobiphényles (PCB) pour les petites installations de combustion tout en appliquant des mesures destinées à réduire les émissions de particules et de POP, par exemple en limitant les types de combustibles et carburants et en appliquant des valeurs limites d'émission (VLE) pour éliminer les techniques aboutissant à une combustion incomplète.

43. Le Comité a également relevé la faible valeur absolue des émissions notifiées dans certains pays ainsi que les grandes différences dans l'ordre de grandeur de catégories analogues d'émissions qui avaient été notifiées. Étant donné les questions au sujet de la fiabilité des estimations des émissions, ces analyses numériques ont renforcé les préoccupations du Comité.

<sup>4</sup> Le Guide établi en commun par le Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP) et de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) est disponible à l'adresse <http://www.eea.europa.eu/publications/emep-eea-emission-inventory-guidebook-2009>.

44. Le Comité a décidé qu'il devait rassembler un plus grand nombre d'informations auprès de l'Allemagne, de la Croatie, de l'Estonie, de l'Italie et de la Lettonie ainsi que d'autres pays, avant de recommander une action en cas de non-respect des obligations. Il estimait notamment que les pays devraient être en mesure de se fier à des coefficients d'émission valables et cohérents pour établir leurs estimations, et cherchait donc en particulier à se renseigner sur l'utilisation et l'élaboration des coefficients d'émission. Il estimait également qu'en raison du nombre de pays dans lesquels cette question se posait (à cet égard, il a établi un parallèle avec le cas du Danemark également), la notification des émissions relevant du Protocole relatif aux POP pourrait être un sujet approprié pour un examen approfondi.

### **3. Communication concernant le respect par Chypre du Protocole relatif aux métaux lourds (mercure) (référence 8/10)**

#### *Rappel*

45. Selon les données les plus récentes que le secrétariat avait reçues de Chypre, les émissions de mercure (Hg) dans ce pays s'étaient élevées en 2008 à 0,18 Mg, soit plus que les 0,15 Mg notifiés pour l'année de référence 1990. Les émissions qui avaient été notifiées pour la période 2005-2007 se trouvaient elles aussi au même niveau qu'en 2008.

46. Le secrétariat avait informé Chypre de son intention de porter la question à l'attention du Comité d'application et de la possibilité qu'elle avait de présenter une communication en retour, ce que Chypre avait fait. Dans une lettre envoyée par la suite, le secrétariat avait informé Chypre du renvoi de la question la concernant, en précisant que cette question serait inscrite à l'ordre du jour de la vingt-sixième session du Comité d'application.

#### *Examen de la question*

47. Le Comité a remercié Chypre de sa communication écrite et a étudié attentivement les informations fournies. Sur la base de ces informations, il a constaté que Chypre ne satisfait pas à l'obligation qui lui incombait au titre du paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole de 1998 relatif aux métaux lourds pour ce qui concernait les émissions de mercure. Le Comité a pris note que Chypre comptait satisfaire à cette obligation pour 2011 au plus tard en remplaçant les unités actuelles de production de ciment, qui étaient la principale source des émissions de mercure, par une nouvelle cimenterie pour la fin de 2010. Celle-ci serait équipée de dispositifs antipollution qui entraîneraient de fortes réductions des émissions de mercure.

### **4. Communication concernant le respect par la Suède et la Hongrie du Protocole relatif aux polluants organiques persistants (références 4/10 et 9/10)**

#### *Rappel*

48. Selon les données les plus récentes que le secrétariat avait reçues de la Suède (HAP) et de la Hongrie (HCB), les émissions des deux Parties pour 2008 étaient supérieures à celles de l'année de référence 1990.

49. Les niveaux des émissions de HAP (en Mg) indiqués par la Suède pour la période 2005-2007 étaient eux aussi supérieurs au niveau de 1990 (voir tableau 5 ci-après).

Tableau 5  
**Émissions de HAP, en milligrammes**

<i>Pays</i>	<i>1990</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>
Suède	16,8	17,9	18,7	18,5	17,8

50. Les niveaux des émissions de HCB (en kg) indiqués par la Hongrie pour la période 2005-2007 étaient eux aussi supérieurs au niveau de 1990 pour l'année 2006 (voir tableau 6 ci-après).

Tableau 6  
**Émissions de HCB, en kilogrammes**

<i>Pays</i>	<i>1990</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>
Hongrie	6,9	6,1	7,1	6,7	8,6

51. Le secrétariat avait informé les deux pays de son intention de porter la question à l'attention du Comité d'application et de la possibilité qu'ils avaient de présenter une communication en retour, ce que les deux pays avaient fait. Dans les lettres envoyées par la suite, le secrétariat avait informé les deux pays du renvoi de la question les concernant, en précisant que cette question serait inscrite à l'ordre du jour de la vingt-sixième session du Comité d'application.

#### *Examen de la question*

52. Le Comité a remercié la Suède et la Hongrie des indications qu'elles avaient fournies. Il a examiné attentivement et individuellement les communications du secrétariat ainsi que les indications fournies par les deux Parties. En raison de la similitude des cas, le Comité a décidé de les traiter ensemble à ce stade de la procédure.

53. S'agissant de la Suède, le Comité a noté que l'augmentation des émissions de HAP était due principalement à la production d'aluminium primaire dans une usine qui utilisait le procédé dit «Söderberg» dans une partie de ses installations et contribuait pour une large part à la totalité des émissions nationales de HAP. Les émissions produites par cette usine avaient inopinément augmenté au cours des années 2005 à 2008. À la fin de 2008, l'usine avait adopté un processus de production différent et, de ce fait, les unités qui utilisaient le procédé «Söderberg» avaient été arrêtées. À la suite de cette conversion, les émissions de HAP provenant de cette usine ont pu être largement éliminées. Par conséquent, la Suède prévoyait que la notification de ses émissions pour l'année 2009 montrerait qu'elle satisfaisait dorénavant à ses obligations au titre du Protocole de 1998 relatif aux POP en ce qui concerne les émissions de HAP.

54. S'agissant de la Hongrie, le Comité a pris note de l'assurance donnée par ce pays qu'il allait être remédié aux émissions provenant de l'incinération des déchets solides urbains grâce à la reconstruction, à Budapest, d'un incinérateur équipé de dépoussiéreurs à sacs filtrants. La Hongrie a également signalé que les émissions de HCB provenant de la production d'acier dans les fourneaux à arc électrique étaient particulièrement élevées en 2008 mais que cette production avait été réduite en 2009, ce qui l'avait amenée à prévoir que ses émissions de HCB seraient, à partir de 2009, inférieures à celles de l'année de référence 1990.

55. Le Comité a constaté que la Suède et la Hongrie n'avaient pas satisfait aux obligations qui leur incombaient au titre du Protocole relatif aux POP. Il a cependant noté que la Suède comme la Hongrie comptaient se conformer à leurs obligations en 2009, mais que les données officielles des émissions pour cette année-là ne seraient pas notifiées avant

le début de 2011. C'est pourquoi il a demandé au secrétariat de lui soumettre ces données dès qu'elles seraient officiellement communiquées, afin qu'il puisse évaluer l'efficacité des mesures prises par la Suède et la Hongrie pour réduire leurs émissions et se retrouver en conformité avec leurs obligations au titre du Protocole de 1998 relatif aux POP.

56. Se fondant sur ce qui précède, le Comité a décidé qu'il n'était pas nécessaire à ce stade d'adresser des recommandations à l'Organe exécutif et qu'il poursuivrait l'examen de ces cas à sa vingt-septième session, en 2011.

## **5. Communication concernant le respect par la Lituanie du Protocole relatif aux métaux lourds (référence 12/10)**

### *Rappel*

57. Selon les données les plus récentes que le secrétariat avait reçues de la Lituanie, les émissions de mercure dans ce pays avaient été en 2008 de 0,27 Mg, soit plus que les 0,018 Mg notifiés pour l'année de référence 1990. Les niveaux des émissions (en Mg) indiqués pour la période 2006-2007 étaient eux aussi supérieurs au niveau de 1990 (voir tableau 7 ci-après).

Tableau 7

### **Émissions de mercure, en milligrammes**

<i>Pays</i>	<i>1990</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>
Lituanie	0,02	0,42	0,43	0,27

58. Ces chiffres donnaient à penser que la Lituanie ne respectait pas l'obligation qui lui incombait au titre du paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole.

59. Le secrétariat avait informé la Lituanie de son intention de porter la question à l'attention du Comité d'application et de la possibilité qu'elle avait de présenter une communication en retour, mais il n'avait reçu aucune réponse. Dans une lettre envoyée par la suite, le secrétariat avait informé la Lituanie du renvoi de la question la concernant, en précisant que cette question serait inscrite à l'ordre du jour de la vingt-sixième session du Comité d'application. La Lituanie n'avait fourni aucun renseignement supplémentaire en réponse.

### *Examen de la question*

60. Le Comité a examiné la communication. Il a noté que les renseignements présentés de manière informelle au cours de sa vingt-sixième session donnaient à penser que les émissions de mercure de la Lituanie pendant l'année de référence étaient de plusieurs ordres de grandeur plus élevées que ce qui avait été indiqué précédemment. Le Comité se posait des questions au sujet de ces grands changements et ne disposait pas de suffisamment de temps pour évaluer ces nouveaux renseignements en raison de leur présentation tardive. Il demandait donc au secrétariat d'inviter la Lituanie à fournir des explications plus détaillées au sujet de ce nouveau calcul pour le 31 mars 2010 au plus tard afin qu'il poursuive l'examen de ce cas.

## **6. Communication concernant le respect par la Norvège du Protocole relatif aux polluants organiques persistants (référence 13/10)**

### *Rappel*

61. Selon les données les plus récentes que le secrétariat a reçues de la Norvège, les émissions de HAP (en kg) pour 2008 étaient supérieures à celles de l'année de référence

1990. Les niveaux d'émission indiqués pour 2005-2006 étaient eux aussi supérieurs au niveau de 1990.

Tableau 8

**Émissions de HAP, en kilogrammes**

<i>Pays</i>	<i>1990</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>
Norvège	14,7	14,2	16,0	16,6	13,6	15,4

62. Ces chiffres donnaient à penser que la Norvège ne respectait pas l'obligation qui lui incombait au titre de l'alinéa *a* du paragraphe 5 de l'article 3 du Protocole.

63. Le secrétariat avait informé la Norvège de son intention de porter la question à l'attention du Comité d'application et de la possibilité qu'elle avait de présenter une communication en retour, ce que la Norvège avait fait. Dans une lettre envoyée par la suite, le secrétariat avait informé la Norvège du renvoi de la question la concernant, en précisant que cette question serait inscrite à l'ordre du jour de la vingt-sixième session du Comité d'application.

*Examen de la question*

64. Le Comité a remercié la Norvège des renseignements qu'elle avait fournis. Il a noté une certaine incohérence dans les chiffres du HAP indiqués par la Norvège pour la production d'aluminium au cours des années précédentes. En 2008, la Norvège avait revu la notification des rejets de HAP pour y inclure à la fois la phase particulaire et la phase gazeuse alors que seules les particules avaient été prises en compte précédemment. Il en était résulté une augmentation des rejets notifiés de HAP provenant de la production d'aluminium. Les chiffres avaient été corrigés jusqu'en 1996, et non 1990. Dans sa communication la plus récente, datée du mois d'août, la Norvège s'était engagée à procéder, à l'automne 2010, à une révision complète des estimations des rejets de HAP dus à la production d'aluminium et de fournir au début de 2011 les chiffres mis à jour, également pour 1990.

65. Le Comité a demandé au secrétariat de lui fournir les chiffres de la Norvège dès qu'ils seraient officiellement communiqués, afin qu'il puisse évaluer si elle respectait ses obligations au titre du Protocole relatif aux polluants organiques persistants.

66. Cela étant, le Comité a également décidé qu'il n'était pas nécessaire à ce stade de formuler des recommandations à l'intention de l'Organe exécutif et qu'il poursuivrait son examen de la question à sa vingt-septième session en 2011.

**7. Communication concernant le respect par la République de Moldova du Protocole relatif aux polluants organiques persistants (référence 14/10)**

*Rappel*

67. Selon les données les plus récentes que le secrétariat avait reçues de la République de Moldova, les émissions de dioxines/furanes dans ce pays s'étaient élevées en 2008 à 24 g, soit plus que les 14 g notifiés pour l'année de référence 1990. De même, les émissions de HAP s'étaient élevées en 2008 à 36 Mg, soit plus que les 16,7 Mg notifiés pour l'année de référence 1990. Ces chiffres donnaient à penser que la République de Moldova était loin de respecter l'obligation qui lui incombait au titre de l'alinéa *a* du paragraphe 5 de l'article 3 du Protocole.

68. Le secrétariat avait informé Moldova de son intention de porter la question à l'attention du Comité d'application et de la possibilité qu'elle avait de présenter une communication en retour, mais il n'en avait reçu aucune. Dans une lettre envoyée par la suite, le secrétariat avait informé Moldova du renvoi de la question la concernant, en précisant que cette question serait inscrite à l'ordre du jour de la vingt-sixième session du Comité d'application.

*Examen de la question*

69. Le Comité a examiné la communication du secrétariat. Il a relevé qu'il avait besoin de plus d'informations qui, soit montreraient que la République de Moldova respectait en fait l'obligation qui lui incombait au titre du Protocole relatif aux POP, soit indiqueraient les raisons pour lesquelles la République de Moldova ne la respectait peut-être pas, les mesures qu'elle envisageait pour s'y conformer de nouveau et le moment auquel ces mesures entreraient en vigueur. Il a invité le secrétariat à demander à la République de Moldova de fournir les informations nécessaires pour le 31 mars 2011 au plus tard afin qu'il poursuive son examen de la question.

**8. Communication concernant le respect par l'Islande des obligations qui lui incombent de notifier ses émissions de polluants organiques persistants**

*Rappel*

70. Dans sa décision de 2006/9, l'Organe exécutif avait décidé qu'il n'y avait pas lieu, pour le Comité d'application, de poursuivre l'examen du respect par l'Islande de l'obligation qui lui incombait au titre de l'alinéa *a* du paragraphe 5 de l'article 3 du Protocole relatif aux polluants organiques persistants, examen que le Comité avait entamé après avoir été saisi de la question par le secrétariat en 2006. L'Islande avait appliqué l'alinéa *b* du paragraphe 5 de l'article 3 du Protocole et elle était donc, conformément au paragraphe 7 de l'article 3, exemptée des obligations prévues à l'alinéa *a* du paragraphe 5 de l'article 3 du Protocole.

71. Le Comité avait décidé cependant qu'il était de la plus haute importance de s'assurer que l'Islande continuait à satisfaire à l'avenir aux conditions requises pour l'application du paragraphe 7 de l'article 3. À cet effet, il importait que l'Islande satisfasse aux obligations en matière de notification qui lui incombait en application du Protocole. Le Comité avait donc demandé au secrétariat de porter de nouveau à son attention la question du respect par l'Islande de ses obligations si celle-ci ne communiquait pas les informations requises.

72. Dans sa décision 2009/11, l'Organe exécutif avait averti l'Islande que, si elle continuait de manquer à son obligation de notification, sa situation relative au respect des dispositions du Protocole serait réexaminée. L'Islande n'avait pas soumis les chiffres annuels de ses émissions pour 2008 à la date limite juridiquement contraignante, et le secrétariat avait donc porté à l'attention du Comité la question du respect par l'Islande de ses obligations.

73. Le Comité avait étudié attentivement la communication du secrétariat. Il en avait conclu qu'il avait besoin d'un complément d'information sur les émissions annuelles de HAP en Islande depuis l'année de référence jusqu'en 2009, y compris des renseignements nécessaires pour déterminer si le paragraphe 7 de l'article 3 du Protocole relatif aux POP pouvait encore être applicable à l'Islande. Il avait invité le secrétariat à demander à l'Islande de fournir ces informations pour le 31 mars 2011 au plus tard afin qu'il poursuive son examen de la question.

## **9. Recommandation à l'attention de l'Organe exécutif**

74. Sur la base de ce qui précède concernant les communications du secrétariat, le Comité d'application recommande à l'Organe exécutif d'adopter les projets de décision figurant dans le document ECE/EB.AIR/2010/6.

## **III. Respect des obligations relatives à la communication d'informations**

### **A. Suite donnée aux décisions 2009/11, 2009/12 et 2009/13 de l'Organe exécutif**

75. Dans sa décision 2009/11, l'Organe exécutif avait prié instamment l'Islande de communiquer sans retard les données d'émission manquantes pour 2007 et les données maillées pour 2005, au titre du Protocole de 1998 relatif aux polluants organiques persistants. Il avait également averti l'Islande que si elle continuait de manquer à ses obligations de notification, sa situation relative au respect des dispositions du Protocole serait réexaminée. Le 20 mai 2010, le secrétariat avait envoyé une lettre à l'Islande pour l'informer qu'il allait porter la question du respect de ses obligations à l'attention du Comité à sa vingt-sixième session. L'Islande avait par la suite communiqué les données annuelles manquantes pour 2007 et les données maillées relatives au HCB pour 2005. Les données maillées pour 2005 concernant les dioxines et le HAP manquaient toujours.

76. Dans sa décision 2009/12, l'Organe exécutif avait prié instamment la République de Moldova de communiquer sans retard les données d'émission manquantes pour 2007 et les données maillées pour 2005, au titre du Protocole relatif aux polluants organiques persistants et du Protocole relatif aux métaux lourds. Il avait également pressé la République de Moldova de répondre en temps voulu au questionnaire de 2010 sur les stratégies et les politiques, étant donné qu'elle n'avait pas répondu au questionnaire de 2008 sur les stratégies et les politiques. Le secrétariat a informé le Comité qu'au 2 août la République de Moldova n'avait pas encore communiqué les données manquantes pour 2005 et 2007, bien qu'elle ait fourni en temps voulu les chiffres annuels des émissions pour 2008, et qu'elle n'avait pas non plus répondu au questionnaire de 2010 sur les stratégies et les politiques. Le Comité a pris note avec regret que la République de Moldova n'avait pas satisfait aux demandes formulées dans la décision 2009/12 et qu'elle ne respectait donc toujours pas ses obligations relatives à la communication d'informations.

77. Dans sa décision 2009/13, l'Organe exécutif avait prié instamment l'Estonie, la France et le Luxembourg de communiquer les données maillées manquantes. Le secrétariat avait informé le Comité qu'au 2 août l'Estonie et la France avaient fourni les données manquantes, mais pas le Luxembourg. Le Comité a pris note avec regret que le Luxembourg n'avait pas satisfait à la demande formulée dans la décision 2009/13 et qu'il ne respectait donc toujours pas ses obligations relatives à la communication des données d'émission.

### **B. Respect des obligations relatives à la communication de données sur les émissions**

78. Comme l'Organe exécutif le lui avait demandé dans son plan de travail pour 2010 (domaine d'activité 1.2) (ECE/EB.AIR/99/Add.2), le Comité a évalué le respect des obligations relatives à la communication de données sur les émissions par les Parties aux sept Protocoles en vigueur. Cette évaluation a porté sur l'exhaustivité des données fournies

et le respect des délais, mais non sur la qualité des données. Le Comité s'est fondé sur les données notifiées jusqu'au 2 août 2010. Les tableaux 1 à 7 figurant dans le document informel 2 présentaient une vue d'ensemble des données sur les émissions communiquées au titre des sept Protocoles en vigueur en 2008. Ils indiquaient si les données avaient été notifiées pour l'année de référence, selon que de besoin, et pour les années les plus récentes pour lesquelles la communication des données n'avait pas été menée à son terme (c'est-à-dire qu'elles n'étaient pas complètes), y compris les totaux nationaux et les données maillées le cas échéant.

**1. Protocole de 1985 relatif au soufre<sup>5</sup>: respect de l'article 4 concernant la communication de données sur les émissions annuelles**

79. Le tableau 1 figurant dans le document informel 2, qui présentait une vue d'ensemble des données sur les émissions communiquées par les Parties au Protocole de 1985 relatif au soufre, montrait que ces données n'étaient pas encore complètes. Sur les 23 Parties auxquelles s'appliquait cette obligation, 22 avaient présenté des données complètes pour 2008, mais aucune donnée n'avait été reçue du Luxembourg. Le Comité a constaté qu'au 2 août 2010, le Luxembourg ne s'était pas acquitté des obligations de communication de données sur ses émissions qui lui incombait au titre de l'article 4 du Protocole de 1985 relatif au soufre.

80. Le Comité a pris note que l'ex-République yougoslave de Macédoine, qui avait ratifié le Protocole en mars 2010, avait également communiqué des données sur ses émissions pour 2008.

**2. Protocole relatif aux oxydes d'azote: respect de l'article 8 concernant la communication de données sur les émissions**

81. Le tableau 2 figurant dans le document informel 2, qui présentait une vue d'ensemble des données sur les émissions communiquées par les Parties au Protocole relatif aux oxydes d'azote, montrait que ces données n'étaient pas encore complètes. Sur les 31 Parties auxquelles s'appliquait cette obligation, 30 avaient présenté des données complètes pour 2008, mais aucune donnée n'avait été reçue du Luxembourg. Le Comité a constaté qu'au 2 août 2010, le Luxembourg ne s'était pas acquitté de l'obligation de communication des données sur ses émissions qui lui incombait au titre de l'article 8 du Protocole relatif aux oxydes d'azote.

82. Le Comité a pris note que la Croatie, qui avait ratifié le Protocole en mars 2008, et l'ex-République yougoslave de Macédoine, qui avait ratifié le Protocole en mars 2010, avaient également communiqué des données sur leurs émissions pour 2008.

**3. Protocole relatif aux composés organiques volatils: respect du paragraphe 1 de l'article 8 concernant la communication de données sur les émissions**

83. Le tableau 3 figurant dans le document informel 2, qui présentait une vue d'ensemble des données sur les émissions communiquées par les Parties au Protocole relatif aux composés organiques volatils, montrait que ces données n'étaient pas encore complètes. Sur les 22 Parties auxquelles l'obligation de communication s'appliquait, 21 avaient présenté des données d'émission pour 2008, mais aucune donnée n'avait été reçue du Luxembourg. Le Comité a constaté qu'au 2 août 2010, le Luxembourg ne s'était pas acquitté des obligations de communication de données sur ses émissions qui lui

---

<sup>5</sup> Protocole relatif à la réduction des émissions de soufre ou de leurs flux transfrontières.

incombaient au titre du paragraphe 1 de l'article 8 du Protocole relatif aux composés organiques volatils.

84. Le Comité a pris note que la Croatie, qui avait ratifié le Protocole en mars 2008, et l'ex-République yougoslave de Macédoine, qui avait ratifié le Protocole en mars 2010, avaient également communiqué des données sur leurs émissions pour 2008.

**4. Protocole de 1994 relatif au soufre: respect de l'alinéa b du paragraphe 1 et du paragraphe 2 de l'article 5 concernant la communication de données sur les émissions**

85. Le tableau 4 figurant dans le document informel 2, qui présentait une vue d'ensemble des données sur les émissions communiquées par les Parties au Protocole de 1994 relatif au soufre (y compris les totaux annuels et données maillées pour 2000 et 2005 dans le cas des Parties au Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP)) montrait que ces données n'étaient pas encore complètes. Sur les 27 Parties auxquelles s'appliquait cette obligation, 21 avaient présenté des données sur les émissions pour 2008 au titre du Protocole à la date du 15 février 2010, date limite juridiquement contraignante. Cinq Parties avaient fourni des données pour 2008 après cette date: Canada, Grèce, Italie, Liechtenstein et Union européenne. Aucune donnée n'avait été reçue du Luxembourg.

86. Le Comité a pris note que la Croatie, qui avait ratifié le Protocole en mars 2008, et l'ex-République yougoslave de Macédoine, qui avait ratifié le Protocole en mars 2010, avaient également communiqué des données sur leurs émissions pour 2008.

87. À l'exception du Luxembourg, toutes les Parties auxquelles cette obligation s'appliquait avaient communiqué des données maillées pour 2000 et 2005 au 2 août 2010.

88. Le Comité a constaté que six Parties ne s'étaient pas acquittées de l'obligation qui leur incombait de communiquer des données sur leurs émissions au titre du Protocole de 1994 relatif au soufre à la date limite juridiquement contraignante. Au 2 août 2010, le Luxembourg ne respectait toujours pas ses obligations.

**5. Protocole relatif aux polluants organiques persistants: respect de l'alinéa b du paragraphe 1 de l'article 9 concernant la communication de données sur les émissions**

89. Le tableau 5 figurant dans le document informel 2, qui présentait une vue d'ensemble des données sur les émissions communiquées par les Parties au Protocole sur les POP, montrait que ces données n'étaient pas encore complètes. Sur les 28 Parties auxquelles s'appliquait cette obligation, 22 avaient présenté des données sur les émissions pour 2008 concernant les trois POP visés à la date du 15 février 2010, date limite juridiquement contraignante. Cinq Parties avaient soumis des données après cette date: Islande, Italie, Liechtenstein, Lituanie et Union européenne. Aucune donnée n'avait été reçue du Luxembourg pour 2008. La République de Moldova n'avait pas encore communiqué les données annuelles sur ses émissions pour 2007.

90. Le Comité a noté qu'une Partie située en dehors de la zone géographique des activités de l'EMEP (Canada) avait également communiqué des données annuelles concernant les trois POP.

91. Sur les 25 Parties auxquelles s'appliquait cette obligation, 22 avaient communiqué au 2 août 2010 des données maillées concernant les trois POP visés pour 2005. Une Partie (Islande) communiquait des données maillées pour 2005 concernant le HCB, mais pas le HAP ni les dioxines. Deux Parties (Luxembourg et République de Moldova) n'avaient pas encore communiqué de données maillées pour 2005.

92. Le Comité a constaté que six Parties ne s'étaient pas acquittées à la date limite juridiquement contraignante des obligations qui leur incombait de communiquer des données sur leurs émissions au titre du Protocole relatif aux POP pour les données d'émission annuelles pour 2008. Au 2 août 2010, le Luxembourg ne respectait toujours pas ses obligations. Trois Parties – Islande, Luxembourg et République de Moldova – ne s'étaient pas acquittées de leurs obligations de communiquer des données maillées pour 2005. La République de Moldova ne satisfaisait pas non plus à l'obligation qui lui incombait de communiquer des données d'émission annuelles pour 2007.

**6. Protocole relatif aux métaux lourds: respect de l'alinéa b du paragraphe 1 de l'article 7 concernant la communication de données sur les émissions**

93. Le tableau 6 figurant dans le document informel 2, qui présentait une vue d'ensemble des données sur les émissions communiquées par les Parties au Protocole relatif aux métaux lourds, montrait que ces données n'étaient pas encore complètes. Sur les 27 Parties auxquelles s'appliquait cette obligation, 23 avaient communiqué des données complètes sur leurs émissions pour 2008 au 15 février 2010, date limite juridiquement contraignante. Trois Parties avaient communiqué des données après cette date: Liechtenstein, Lituanie et Union européenne. Aucune donnée n'avait été reçue du Luxembourg. La République de Moldova n'avait pas encore communiqué ses données d'émission annuelles pour 2007.

94. Le Comité a noté qu'une Partie située en dehors de la zone géographique des activités de l'EMEP (Canada) avait également communiqué des données annuelles.

95. Sur les 24 Parties auxquelles s'appliquait cette obligation, 22 avaient communiqué au 2 août 2010 des données maillées pour 2005 concernant les métaux lourds. Le Luxembourg et la République de Moldova n'avaient pas encore communiqué de données maillées pour 2005.

96. Le Comité a constaté que quatre Parties ne s'étaient pas acquittées à la date limite juridiquement contraignante des obligations qui leur incombait de communiquer des données sur leurs émissions au titre du Protocole relatif aux métaux lourds pour ce qui était des données d'émission annuelles pour 2008. Au 2 août 2010, le Luxembourg ne respectait toujours pas ses obligations. Deux Parties, le Luxembourg et la République de Moldova, n'avaient pas satisfait à leur obligation de communiquer des données maillées pour 2005. La République de Moldova ne satisfaisait pas non plus à l'obligation qui lui incombait de communiquer des données d'émission annuelles pour 2007.

**7. Protocole de Göteborg: respect de l'alinéa b du paragraphe 1 de l'article 7 concernant la communication de données d'émission sur le soufre, les oxydes d'azote, l'ammoniac et les composés organiques volatils**

97. Le tableau 7 figurant dans le document informel 2, qui présentait une vue d'ensemble des données sur les émissions communiquées par les Parties au Protocole de Göteborg, montrait que ces données n'étaient pas encore complètes. Sur les 23 Parties auxquelles s'appliquait cette obligation, 20 avaient communiqué des données complètes sur leurs émissions pour 2008 au 15 février 2010, date limite juridiquement contraignante. La Lituanie et l'Union européenne avaient communiqué des données complètes pour 2008 après cette date. Aucune donnée n'avait été reçue du Luxembourg.

98. Le Comité a noté qu'une Partie située en dehors de la zone géographique des activités de l'EMEP (États-Unis) avait également communiqué des données annuelles pour la date limite du 15 février 2010. Il a également noté que la Croatie, qui avait ratifié le Protocole en mars 2008, avait également communiqué (le 24 février 2010) des données d'émission annuelles pour 2008.

99. Sur les 20 Parties auxquelles s'appliquait cette obligation, 19 avaient communiqué pour 2005 des données maillées concernant les polluants visés par le Protocole de Göteborg au 2 août 2010. Le Luxembourg n'avait communiqué aucune donnée maillée pour 2005.

100. Le Comité a constaté que trois Parties ne s'étaient pas acquittées des obligations qui leur incombait de communiquer des données sur leurs émissions à la date limite juridiquement contraignante. Au 2 août 2010, le Luxembourg ne respectait toujours pas ses obligations de fournir des données d'émission annuelles pour 2008 et des données maillées pour 2005.

## 8. Conclusions

101. Trois Parties ne s'étaient pas encore totalement conformées aux obligations qui leur incombait de communiquer des données sur leurs émissions pour toute l'année de notification 2008: Islande, Luxembourg et République de Moldova.

## C. Respect par les Parties de l'obligation qui leur incombe de rendre compte de leurs stratégies et politiques visant à réduire la pollution atmosphérique

102. Comme l'Organe exécutif le demandait dans son plan de travail pour 2010 (domaine d'activité 1.2) (ECE/EB.AIR/99/Add.2), le Comité a évalué la mesure dans laquelle les Parties aux sept Protocoles en vigueur avaient communiqué, comme elles y étaient tenues, des informations concernant leurs stratégies et politiques, y compris sur les technologies. Cette évaluation a été réalisée sur la base des réponses des Parties au questionnaire de 2010 sur les stratégies et politiques, selon les indications du secrétariat. Le tableau 8 figurant dans le document informel 2 présentait une vue d'ensemble des informations communiquées jusqu'au 28 juillet par les Parties aux Protocoles qui étaient en vigueur. L'ex-République yougoslave de Macédoine avait adhéré à quatre Protocoles le 10 mars 2010, mais les Protocoles étaient entrés en vigueur à son égard après la date limite fixée pour la communication des données. Aucune Partie n'avait fourni les informations requises au titre des Protocoles en dehors du cadre du questionnaire.

103. Il convient de noter que le Comité, comme lors des années précédentes, a tenu compte uniquement de la ponctualité et de l'exhaustivité des réponses des Parties au questionnaire le plus récent, et non de la qualité et de la pertinence des réponses.

### 1. Protocole de 1985 relatif au soufre: respect de l'article 6 concernant la communication d'informations sur les programmes, politiques et stratégies nationaux

104. Sur les 24 Parties au Protocole de 1985 relatif au soufre auxquelles s'appliquait cette obligation, 20 avaient répondu à la partie du questionnaire relative au Protocole (question 1). Chypre, la Slovénie et le Royaume-Uni avaient également répondu aux questions de cette partie bien qu'ils ne fussent pas Parties au Protocole. Quatre Parties (Albanie, France, Lituanie et Luxembourg) n'avaient pas répondu au questionnaire et ne satisfaisaient donc pas à l'obligation qui leur incombait de communiquer des informations au titre de l'article 6 du Protocole de 1985 relatif au soufre.

### 2. Protocole de 1988 relatif aux oxydes d'azote: respect des alinéas a à f du paragraphe 1 de l'article 8 concernant l'échange de renseignements et les rapports annuels

105. Sur les 33 Parties au Protocole de 1988 relatif aux oxydes d'azote auxquelles s'appliquait cette obligation, 22 avaient répondu à toutes les questions de la partie relative au Protocole (questions 2 à 6). Quatre Parties n'avaient pas répondu à toutes les questions: la Bulgarie à la question 5, l'Estonie à la question 3, la Fédération de Russie à la question 4

et le Royaume-Uni à la question 5. Sept Parties (Albanie, France, Grèce, Irlande, Lituanie, Luxembourg et Union européenne) n'avaient pas répondu au questionnaire. Onze Parties ne satisfaisaient donc pas aux obligations qui leur incombait au titre de l'article 8 du Protocole relatif aux oxydes d'azote.

**3. Protocole de 1991 relatif aux composés organiques volatils: respect des paragraphes 1 et 2 de l'article 8 concernant l'échange de renseignements et les rapports annuels**

106. Sur les 23 Parties au Protocole relatif aux composés organiques volatils auxquelles s'appliquait cette obligation, 17 avaient répondu à toutes les questions de la partie relative au Protocole (questions 7 à 12). Le Bélarus, le Canada, Chypre et l'Ukraine avaient également répondu aux questions de cette partie bien qu'ils ne fussent pas Parties au Protocole. Deux Parties n'avaient pas répondu à toutes les questions: la Bulgarie à la question 12 et le Royaume-Uni à la question 12. Quatre Parties (France, Lituanie, Luxembourg et Monaco) n'avaient pas répondu au questionnaire. Six Parties ne satisfaisaient donc pas aux obligations qui leur incombait au titre du Protocole.

**4. Protocole de 1994 relatif au soufre: respect des alinéas a et c du paragraphe 1 de l'article 5 concernant les informations à communiquer**

107. Sur les 28 Parties au Protocole de 1994 relatif au soufre auxquelles s'appliquait cette obligation, 18 avaient répondu à toutes les questions de la partie relative au Protocole (questions 13 à 17). L'Ukraine avait également répondu aux questions de cette partie bien qu'elle ne fût pas Partie au Protocole. Trois Parties n'avaient pas répondu à toutes les questions: la Bulgarie, la République tchèque et le Royaume-Uni, à la question 17. Sept Parties (France, Grèce, Irlande, Lituanie, Luxembourg, Monaco et Union européenne) n'avaient pas répondu au questionnaire. Dix Parties ne satisfaisaient donc pas à l'obligation de communiquer des informations qui leur incombait au titre du Protocole.

**5. Protocole de 1998 relatif aux polluants organiques persistants: respect de l'alinéa a du paragraphe 1 de l'article 9 concernant les informations à communiquer**

108. Sur les 29 Parties au Protocole relatif aux polluants organiques persistants, 19 avaient répondu à toutes les questions obligatoires de la partie relative au Protocole (questions 18 à 31). Le Bélarus et l'Ukraine avaient également répondu aux questions de cette partie bien qu'ils ne fussent pas Parties au Protocole. Quatre Parties n'avaient pas répondu à toutes les questions obligatoires: la République tchèque aux questions 19, 22, 27 et 31, l'Islande aux questions 19 et 30, la Roumanie aux questions 27 et 31 et le Royaume-Uni aux questions 19, 27, 30 et 31. Six Parties (France, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, République de Moldova et Union européenne) n'avaient pas répondu au questionnaire. Dix Parties ne satisfaisaient donc pas à l'obligation de communiquer des informations qui leur incombait au titre du Protocole.

**6. Protocole de 1998 relatif aux métaux lourds: respect de l'alinéa a du paragraphe 1 de l'article 7 concernant les informations à communiquer**

109. Sur les 29 Parties au Protocole relatif aux métaux lourds, 19 avaient répondu à toutes les questions obligatoires de la partie relative au Protocole (questions 32 à 38). L'Ukraine avait également répondu aux questions de cette partie bien qu'elle ne fût pas Partie au Protocole. Trois Parties n'avaient pas répondu à toutes les questions obligatoires: la République tchèque, la Roumanie et le Royaume-Uni, à la question 34. Sept Parties (France, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Monaco, République de Moldova et Union européenne) n'avaient pas répondu au questionnaire. Dix Parties ne satisfaisaient donc pas à l'obligation de communiquer des informations qui leur incombait au titre du Protocole.

## **7. Protocole de Göteborg de 1999: respect de l'alinéa a du paragraphe 1 de l'article 7 concernant les informations à communiquer**

110. Sur les 25 Parties au Protocole de Göteborg, 11 avaient répondu à toutes les questions de la partie relative au Protocole (questions 39 à 66). Cinq Parties (Bélarus, Canada, Estonie, Italie et Ukraine) avaient également fourni des réponses aux questions de cette partie, bien qu'elles ne fussent pas Parties au Protocole. Neuf Parties n'avaient pas répondu à toutes les questions obligatoires: la Bulgarie aux questions 51 à 58, la Croatie aux questions 64 à 66, la République tchèque aux questions 47, 48 et 56 à 58, la Hongrie aux questions 40, 41 et 44 à 46, le Portugal aux questions 40, 41, 44, 45, 46 à 48, 50 à 58 et 64, la Roumanie aux questions 44, 45, 52 à 55, 57 et 58, l'Espagne à la question 50, la Suisse à la question 46 et le Royaume-Uni aux questions 45 à 48 et 51 à 58. Cinq Parties (France, Lettonie, Lituanie, Luxembourg et Union européenne) n'avaient pas répondu au questionnaire. Quatorze Parties ne satisfaisaient donc pas à l'obligation de communiquer des informations qui leur incombait au titre du Protocole.

## **8. Conclusion**

111. Vingt-deux Parties ne satisfaisaient pas, au 28 juillet 2010, à toutes les obligations concernant la communication d'informations qui leur incombait au titre des sept Protocoles.

## **D. Recommandations à l'intention de l'Organe exécutif**

112. Constatant que certaines Parties ne se sont pas conformées à leur obligation de communiquer des informations, le Comité recommande que l'Organe exécutif adopte les projets de décision tels qu'ils figurent dans le document ECE/EB.AIR/2010/6.

## **IV. Examen approfondi du respect des Protocoles par les Parties**

113. Le Comité a débattu des méthodes et du calendrier des examens approfondis de l'application des Protocoles à la Convention à l'avenir et en a tiré les conclusions suivantes:

a) Il serait utile que les prochains examens soient axés sur des questions et obligations bien précises et non sur l'ensemble des protocoles;

b) L'une des questions dont il a été considéré qu'il serait utile d'approfondir l'examen était la communication des informations au titre du Protocole relatif aux polluants organiques persistants; et

c) On pourrait chercher à dégager des synergies avec d'autres processus d'examen entrant dans le cadre de la Convention, par exemple l'examen approfondi dans le cadre de la troisième étape des données présentées dans les inventaires des émissions.

114. Le Comité est convenu de poursuivre son débat sur la question en fonction des besoins. Il est également convenu d'examiner plus attentivement la communication des informations au titre du Protocole relatif aux polluants organiques persistants dans le contexte de certaines communications du secrétariat.

## **V. Poursuite des activités**

115. Le Comité d'application a étudié et approuvé son projet de plan de travail pour 2011, tel que présenté dans le document ECE/EB.AIR/2010/5, domaine d'activité 1.2, en y apportant les modifications suivantes:

a) Dans la rubrique intitulée «Principales activités et calendrier», modifier les quatrième et cinquième phrases comme suit: «Il **pourra** poursuivre son examen des méthodes et du calendrier des examens approfondis de l'application des Protocoles à l'avenir et **procéder à un examen plus attentif de la communication des informations au titre du Protocole relatif aux polluants organiques persistants dans le contexte de certaines communications du secrétariat**. Le Comité **s'efforcera d'améliorer** son dialogue avec les organes et les experts compétents.».

b) La vingt-neuvième session du Comité d'application devrait normalement se tenir la deuxième semaine du mois de mai 2011 (lieu à préciser) et la trentième session du 13 au 15 septembre (au lieu du 5 au 7 septembre) 2011.

---